

Social Services - A Provincial Election Issue

KEY ISSUES

In the 1990s, the Conservatives slashed social service budgets and downloaded provincial services – including child care, social assistance and public housing – to municipalities without the funds to pay for them. The McGuinty government has not reversed this situation in any significant way.

- A decade of underfunding and under-resourcing has left many community agencies unable to meet their costs – for basic necessities and workers' wages.
- The Liberals were prepared to let child care centres close, and only committed to spending federal funding for child care after a huge lobby and pressure.
- Another huge lobby forced the Liberals to re-invest in the Association for Community Living (ACL) sector. But their modest reinvestments in social assistance rates do nothing to restore the cut-backs in social assistance made by the Conservative government.

Only the NDP have called for the province to pay for all services that were downloaded.

WHAT YOU CAN DO

1. Write or call your MPP and candidates and ask them the questions in this leaflet.
2. When a candidate comes knocking at your door, pose the questions and ask for their commitment.
3. Go to all-candidates' meetings; make public health care an issue with the audience by posing the questions to candidates.

For daily election updates, check

www.cupe.on.ca



Candidates' Questions

1. Will you work to stop the privatization of public services (P3s) that leads to the loss of good jobs and higher costs for these services?
2. Will you support an accord between the province and community social service agencies to set specific goals for reinvestment in core stable, multi-year funding?
3. Will you press for increased funding for child care to allow for a provincial single rate child care system like Quebec's? Will you press for all child care funding to go only to publicly regulated child care?
4. Will you work to increase funding for developmental services, so that workers reach a liveable wage, and that agencies can pay workers and hire more staff to support people with intellectual disabilities?

Get a commitment from your provincial election candidates to stand up for Ontario's Social Services!



SERVICES SOCIAUX - un enjeu des élections provinciales

LES ENJEUX

Dans les années 1990, les conservateurs ont coupé dans les budgets des services sociaux et transféré aux municipalités des services provinciaux – les garderies, l'aide sociale et le logement social – sans leur donner l'argent nécessaire. Le gouvernement McGuinty n'est pas revenu sur ce transfert d'aucune façon significative.

- Une décennie de sous-financement et d'insuffisance de ressources a rendu de nombreux organismes communautaires incapables d'assumer les coûts – pour les besoins fondamentaux et les salaires des travailleuses et des travailleurs.
- Les libéraux étaient prêts à laisser des garderies fermer leurs portes et ne se sont engagés à dépenser les subventions fédérales destinées aux garderies qu'à la suite de pressions considérables et soutenues .
- Un autre mouvement de pression important a forcé les libéraux à consacrer des sommes au secteur des Association pour l'intégration communautaire (AIC). Mais les modestes augmentations des prestations d'aide sociale ne corrigent en rien les coupures à l'aide sociale faites par le gouvernement conservateur.

Seul le NPD a demandé à la province de payer pour tous les services qui ont été transférés.

Ce que vous pouvez faire

1. Appeler ou écrire à votre député et lui poser les questions de ce dépliant.
2. Lorsqu'un candidat cogne à votre porte, lui poser les questions et lui demander de prendre position.
3. Aller aux débats des candidats et faire en sorte que les services sociaux soient un enjeu de la campagne électorale en posant ces questions aux candidats.

Pour des rapports quotidiens sur l'élection rendez-vous sur :

www.cupe.on.ca



Questions aux candidats

1. Appuierez-vous la conclusion d'une entente entre la province et les agences communautaires de services sociaux en vue de l'établissement d'objectifs précis en matière de subventions au fonctionnement stables et récurrentes?
2. Ferez-vous pression en faveur d'une augmentation du financement des services de garde de façon à favoriser la création d'un système de garderies à tarif unique basé sur le modèle québécois ? Ferez-vous pression pour que le financement des services de garde ne soit disponible qu'aux garderies publiques ?
3. Travaillerez-vous à faire augmenter le financement des services aux personnes atteintes d'une déficience de façon à ce que les travailleurs de ce secteur touchent un salaire viable et que les agences puissent payer les travailleurs adéquatement et embaucher plus de personnel afin de mieux subvenir aux besoins des personnes ayant une déficience intellectuelle ?

